

Alors que la ville est à nouveau perçue comme porteuse de dangers et de fièvres éruptives, c'est à la campagne qu'« Une hirondelle a fait le printemps » et qu'on peut s'entendre dire : « Je vous trouve très beau¹. » Autant de films récents qui interprètent le monde rural comme le nouveau champ des destins réécrits et des renaissances personnelles, un lieu où l'on garde la maîtrise de son temps, de son espace et de ses racines. Tout le contraire de la ville, agitée, encombrée et cosmopolite.

1. Respectivement, films de Christian Carion (2001) et d'Isabelle Mergault (2006).

La question de la politique culturelle dans les campagnes n'échappe pas à ces rêves bucoliques et à ce mythe unitaire d'un territoire paisible, d'une terre qui « ne ment pas » chère à Pétain. Mais elle s'alourdit de condescendance générosité pour des territoires abordés comme des friches intellectuelles et culturelles qu'il faudrait éclairer, comme un conservatoire des formes d'art disparues, ou – dernier fantasme d'urbains angoissés – comme le lieu de la seconde chance dans une société urbaine imprégnée de vitesse et de concurrence.

C'est à la faveur de profonds soubresauts intervenus dans les années 1990 que la politique agricole et rurale a surgi au cœur des débats de société avec pour accompagnement un contenu culturel très présent.

Les modes de cette irruption quoique très variés, reposent tous sur des remises en cause ou des questionnements très vifs. Les plus brutales ont eu lieu lors des crises sanitaires, de la fièvre aphteuse à la vache folle en passant par la grippe aviaire. D'autres sont nées de crises technologiques (organismes génétiquement modifiés – OGM –, nitrates dans l'eau...) ou de crises politiques proprement dites (conflits agricoles commerciaux internationaux, contestation du niveau des dépenses agricoles de l'Union européenne...). Enfin, la rupture des liens directs propres à la famille dans le milieu rural et leur remplacement par des

liens indirects voire fantasmés – les souvenirs, la publicité, la télévision, les vacances – ont fini par engager ces débats dans la voie de l'incompréhension.

C'est dans ce climat que la question de la culture dans le monde rural est réapparue lors de trois crises, certes d'ampleurs différentes, mais qui relèvent, là encore, d'un dialogue de sourds.

La première est la crise politique qui a suivi l'élection présidentielle des 21 avril et 5 mai 2002. Alors que la gauche était éliminée dès le premier tour au profit du candidat de l'extrême-droite, certains analystes ont souligné la poussée du vote Le Pen dans les campagnes. Les plus rapides ont ressorti la vieille explication de l'inculture des campagnes. Comme si les campagnes n'étaient peuplées que de barbares aveugles qui n'attendaient que les bienfaits de la programmation parisienne pour recouvrer la vue, comprendre leur erreur et rallier notre République centriste, libérale et européenne. Mauvaise réponse, reflet de l'incompréhension de Paris envers la campagne.

Deux ans plus tard, TF1 programme « La Ferme célébrités », émission de télé-réalité consistant à mettre des pseudo-célébrités sans éclats, ni électricité, dans une pseudo-ferme sans gaz, ni eau courante. La Confédération paysanne de José Bové en premier et d'autres voix rurales ensuite ont dénoncé cette vision inexacte et jugée insultante de l'agriculture française. Nouvelle

mauvaise réponse, reflet de l'incompréhension de la campagne vers Paris.

Enfin, le projet de Constitution européenne a été rejeté par 70 % des agriculteurs lors du référendum du 29 mai 2005². De toutes les autres catégories professionnelles, seuls les ouvriers dépassent ce vote négatif avec 79 % en faveur du non. À ce rejet indéniable des agriculteurs³, vient s'ajouter celui du monde rural puisque les habitants des campagnes sont encore 57 % à avoir voté non à la Constitution européenne. Nouvelle incompréhension, formulée très clairement par Jacques Chirac lorsqu'en février 2005 il fut interpellé par un agriculteur pendant sa visite marathon du Salon international de l'agriculture à Paris. Le président expliqua que voter non équivalait à « se tirer une balle dans le pied ». La Politique agricole commune (PAC) est, en effet, la seule politique européenne complètement intégrée et elle absorbe plus de 45 % du budget de l'Union. Les agriculteurs français reçoivent ainsi, chaque année, plus de 9 milliards d'euros d'aides. Avec 70 % de non, la balle a pourtant été tirée.

2. Ipsos/Dell/*Le Figaro*-France 2-Europe 1, 29 mai 2005.

3. Même s'il est moins massif que lors du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992, où les agriculteurs avaient voté non à 80 % (CSA/France Inter, septembre 1992).

En pleine crise identitaire – par qui sommes-nous encore aimés ? Par qui sommes-nous encore compris ? demandent les paysans au reste de la société – Hervé Gaymard, savoyard, gaulliste et cultivé ministre de l'Agriculture s'est posé la question d'une politique culturelle lors de sa prise de fonction en 2002. De la même façon que la gauche s'est lancée dans l'agitation culturelle pour tenter de regagner l'électorat populaire des banlieues tentées par le Front national, la droite a esquissé l'ombre d'une gesticulation culturelle dans l'espoir de ramener à la civilisation les campagnes frontistes. En fait, la question était tellement incompréhensible pour l'équipe politique et administrative agricole d'une droite qui ne conçoit de grande politique qu'en réduisant le taux de jachère, que cette incursion dans la culture resta au niveau d'une belle intention... Hervé Gaymard et Jean-Jacques Aillagon, son collègue de la Culture, demandèrent un rapport⁴ puis le ministre de l'Agriculture se contenta de citer Bernanos sur les marchés lors de la campagne électorale pour les élections régionales⁵. L'incursion culturelle a été

4. Henry Delisle et Robert Lecat, « Rapport d'évaluation de la convention culture-agriculture du 17 juillet 1990 », avril 2003.

5. « L'optimiste est un imbécile heureux. Le pessimiste, un imbécile malheureux », répond Hervé Gaymard à un agriculteur inquiet de l'avenir, cité par Sophie Landrin, « Sur le marché lyonnais de la Croix-Rousse, Hervé Gaymard remplit son *carnet de crémière* », *Le Monde*, 20 février 2004.

de courte durée. On revient à l'arrosage classique pour acheter la paix sociale et on multiplie par quatre, en cinq ans, les reports de charges du budget ministériel.

Plus fondamentalement, la question culturelle en milieu rural s'est tout de suite heurtée aux catégories très strictes du ministère de la Culture qui encadre, formate, estampille et subventionne la moindre « pratique culturelle » jusqu'à la faire mourir sous le professionnalisme et bientôt l'académisme.

Cet essai rend compte des débats sur la place de la culture dans le milieu rural. Il pose les fondements d'une politique culturelle qui échapperait à la naïveté de croire qu'une telle politique peut se construire sur un seul territoire, qu'il soit urbain ou rural. Au contraire, l'organisation de notre territoire est faite d'espaces combinés. À ce titre, ce devrait être la dernière fois que l'on ne parle que de culture rurale. Au fil de l'écriture des chapitres, il nous a semblé important d'associer la parole de personnalités – pas forcément spécialistes du monde agricole et rural, et pas forcément en accord avec notre propre cheminement – mais qui, par leurs recherches, leurs œuvres ou leurs écrits, apportent un point de vue décalé et pertinent. Ces entretiens viennent illustrer le fait que plaquer des valeurs sur les campagnes empêche d'en saisir la diversité, la richesse... et, finalement, la proximité.

D'abord, il fallait partir de l'actualité des clichés anciens qui refleurissent dans les discours politique et culturel, interroger ce nouvel « âge d'or » de la campagne, perçue comme un espace de liberté. Retracer le trajet des ruraux, majoritairement agriculteurs jusqu'à peu, qui ont vécu une longue dépendance, incapables de véhiculer un langage et une pensée propres, inhibés par une si longue période de tutorat économique, politique et culturel. Si quelque chose s'achève, on ignore ce qui commence ou plutôt ce qui se passe vraiment. Il faut donc faire un tour du côté de ceux qui vivent et agissent, aller voir dans ces territoires ce à quoi on ne s'attend pas et qui mobilise des financements originaux. Et terminer par un retour vers une politique culturelle nourrie de ces détours champêtres.